

Cadre réservé à l'administration
Date d'arrivée du dossier en mairie : / / 20.....



DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Année : 2026

Le dossier doit être retourné en mairie, par courrier ou par mail à contact@mairiepleyben.fr

Impératif Avant le 31 Janvier 2026

Documents à joindre à votre demande afin qu'elle puisse être étudiée,
Attention ! tout dossier incomplet ne sera pas instruit

- Les statuts et le récépissé de la déclaration en préfecture si l'association est nouvelle.
- Pour toutes modifications déposées en sous-préfecture (siège social, objet, statuts) le récépissé de déclaration de modification.
- **Le compte rendu de la dernière assemblée générale.**
- Pour les associations employant du personnel, la déclaration annuelle de données sociales (DADS).
- Descriptif et composition de l'association.
- Tarif des licences :
Pour les activités non sportives, merci de joindre le descriptif des activités et les tarifs pratiqués.
- Compte d'exploitation.
- **Etat des relevés des comptes chèques et livrets au 31 décembre.**
- Un RIB (Relevé d'Identité Bancaire) **même si transmis précédemment.**
- Attestation d'assurance, responsabilité civile.

Pour rappel : la municipalité, dès lors qu'elle octroie des subventions, doit être conviée aux assemblées générales de votre association

1. Identification de l'association (ne pas remplir si pas de changement récent) (1)

Nom de l'association :

.....

Nombre d'adhérents :

.....

Adresse du siège social :

.....

.....

Numéro de **SIRET*** :

***Obligatoire** pour permettre le versement d'une subvention publique

Téléphone :

Courriel :

Site internet :

Facebook :

Objet de l'association :

.....

.....

Coordonnées du (de la) Président(e) : (Nom, adresse, tél, courriel) :

.....

.....

Coordonnées du (de la) trésorier(e) : (Nom, adresse, tél, courriel) :

.....

.....

Coordonnées du (de la) secrétaire : (Nom, adresse, tél, courriel) :

.....

.....

Coordonnées à diffuser si demande en mairie :

Nom du contact :

.....

Téléphone :

.....

Courriel :

.....

Déclaré en préfecture le :

.....

Date de parution au journal officiel le :

.....

L'association est-elle affiliée à une Fédération? ☐ oui ☐ non . Si oui laquelle :

2. Description

	- 10 ans	10-18 ans	Adultes		Garçons	filles	Subvention demandée Oui / Non
Pleyben							
Gouézec							
Lothey							
Lennon							
Le Cloître-Pleyben							
Lannédern							
Brasparts							
Châteaulin							
Plonévez du Faou							
Châteauneuf du Faou							
Autres communes (préciser ci-dessous)							

Tranches d'âge (ex : 0 à 6 ans)	Tarif de la licence

Encadrement	Nombre
Bénévoles	
Rémunérés	
Diplômés	

Coût annuel des formations :

Niveau sportif actuel :

Niveau sportif le plus élevé atteint par le club :

3. Rapport d'activité

Activité de l'année écoulée* (2024/2025)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Activité de l'année en cours* (2025/2026)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Autres commentaires*

.....

.....

.....

.....

Votre association participe-t 'elle à la vie locale en dehors de son activité principales, animation, soutien à d'autres associations et/ou autres structures (Ecole, foyer de vie)

.....

.....

.....

Montant de la subvention souhaité et justification du montant demandé * :

.....

.....

.....

*Joindre une page libre si place insuffisante

4. Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) (Nom, Prénom)

Représentant légal de l'association

Déclare que l'association est en règle de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférents,

Certifie que l'association souscrit au **contrat d'engagement républicain** annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (contrat d'engagement joint en annexe à conserver par l'association) ;

Déclare que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

Certifie exactes les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subvention introduites auprès d'autres financeurs publics,

A demandé une subvention à la commune de Pleyben.

A, le / /

Le/la président(e),
(Nom et prénom en lettres capitales)

Le/la trésorier(e),
(Nom et prénom en lettres capitales)

Signature

Signature

Listes des demandes de subvention introduites auprès d'autres financeurs publics (département, région, autres communes)

Autres demandes	Montants

(1) Les données qui vous sont demandées dans le formulaire sont nécessaires aux fins d'étude de votre demande de subvention par la Mairie de Pleyben. Le responsable des traitements est la Mairie de Pleyben représentée par Madame Le Maire. La présente information est fournie en application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « Règlement Général sur la Protection des Données » ou « RGPD ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « Loi Informatique et Libertés »). Dans le cadre de l'étude de votre demande de subvention, les données personnelles renseignées dans les formulaires sont traitées par les agents administratifs ainsi que les élus du conseil municipal. Ces données sont conservées en mairie pendant 5 ans avant d'être détruites. Vous disposez de droits d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement et de portabilité de vos données personnelles ainsi que de limitation au traitement de ces données dans les conditions prévues au RGPD en adressant un courrier à Mairie de Pleyben – Délégué à la protection des données – Place Charles De Gaulle – 29190 PLEYBEN ou par email à dpo@mairiepleyben.fr. Vous pouvez également adresser une réclamation à la CNIL.

5. Compte d'exploitation

Dépenses		Recettes	
Libellé	Montant	Libellé	Montant
Fourniture de bureau		Ventes de produits	
Fournitures petits équipement		Prestations de services	
Fournitures administratives		Locations diverses	
Autres fournitures		Recette de buvettes, repas...	
		Recette billets, entrée, spectacles, manifestations	
		Autres produits d'activités annexes	
Total Achats de Fournitures		Total Ventes produits, prestations	
Locations immobilières		Subventions reçues de la commune de Pleyben	
Locations mobilières		Subventions reçues de	
Entretien, réparations matériels		Subventions reçues de	
Primes d'assurance		Subventions reçues de	
Documentation générale		Recettes de sponsoring, de partenariat privé	
Frais de colloques, séminaires			
Total Services Extérieurs		Total Subventions – Participations	
Personnels extérieur à l'association		Cotisation des adhérents	
Honoraires		Collectes	
Frais d'actes et de contentieux		Produits divers de gestion courante	
Publicité, publication		Contributions volontaires	
Annonces et insertion			
Frais de déplacements			
Réceptions			
Frais postaux et télécommunication			
Frais bancaires et assimilés			
Divers			
Total autres services extérieurs		Total autres produits de gestion courante	
Taxes sur les salaires		Produits des participations	
Autres impôts sur les rémunérations		Revenus des valeurs mobilières de placement	
Impôts locaux		Autres produits financiers	
Autres impôts et taxes			
Total Impôts et Taxes		Total Produits Financiers	
Rémunération du personnel		Libéralités reçues	
Charges sociales		Produits sur exercices antérieurs	
		Produits de cessions éléments de l'actif	
		Autres produits exceptionnels	
Total Charges de Personnel		Total Produits Exceptionnels	
Pertes sur créances irrécouvrables			
Subventions versées			
Cotisations (liées à la vie statutaire)			
Total Frais de Gestion Courante			
Intérêts des emprunts			
Autres charges financières			
Total Charges Financières			
Dons, libéralité			
Autres charges exceptionnelles			
Total Charges exceptionnelles			
Dotations aux amortissements			
Impôts sur les sociétés			
Total Dépenses		Total Recettes	
		Résultat de l'exercice	

ANNEXE

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN

DE L'ASSOCIATION ou FONDATION :

Ce contrat est conforme aux dispositions du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État.

L'article 5 de ce décret impute à l'association ou à la fondation, les manquements aux engagements souscrits, commis par ses dirigeants, salariés, membres, et bénévoles.

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'État. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découle la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.